

# L'expérience du PNUD en Mauritanie

*En Mauritanie comme ailleurs, la société civile se heurte à de nombreuses difficultés, qui entravent son développement. Parmi celles-ci, on peut citer : un déficit de formation, notamment dans l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, la conception et le management des projets. On observe également un faible accès aux sources de financement nationales et internationales, la plupart des Organisations de la Société Civile (OSC) étant de surcroît dépourvues de capacités d'autofinancement. Par ailleurs, on note un déficit de moyens humains, matériels, techniques et en matière d'organisation, les partenariats et les projets communs demeurant encore peu structurés et épisodiques.*

Ainsi décrite, cette société civile est appelée à s'impliquer dans les politiques et programmes de développement dans un contexte nouveau, marqué notamment par la mise en place d'un cadre institutionnel favorable à la transparence et à la participation des différents acteurs ; la mise en œuvre du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ; l'approfondissement des réformes économiques ; l'initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés ; l'adoption d'un nouveau cadre juridique pour les OSC (loi fixant le régime des associations de développement et décret d'application) ; la mise en œuvre d'une stratégie nationale de promotion et de renforcement de la société civile, mettant l'accent sur le dialogue avec l'État, l'implication des OSC et le renforcement de leurs capacités.

### Appui multiforme

Dans le cadre de différents programmes (Small Grant Program, Projets d'appui au programme national de bonne gouvernance et au programme de lutte contre la pauvreté, Projet de renforcement du dialogue social, Global Environment Found ...), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui assume, parmi les autres partenaires au développement, le leadership en matière de gouvernance et de partenariat avec la société civile, mène de nombreuses activités de renforcement des capacités des OSC. Parmi celles-ci, figurent les actions de plaidoyer, l'appui en équipements, la formation et l'échange d'expériences à travers la participation aux forums internationaux, les études... Un fonds spécifique d'appui aux ONG (FAPONG) aura pour objet de renforcer leurs capacités et de contribuer à leur professionnalisation. D'autres agences spécialisées du Système des Nations Unies (SNU), telles que l'UNICEF, interviennent par ailleurs pour appuyer les coopératives féminines dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenus (boutiques communautaires, maraîchage, etc.). De même, un partenariat existe avec les coopératives et associations de femmes pour la promotion de la santé, de la nutrition et de l'éducation, notamment celle des jeunes filles. Enfin, et en collaboration avec l'Union européenne et

le gouvernement, le PNUD contribuera à un nouveau programme d'appui au renforcement des capacités de la société civile. Ce partenariat touche également les communes, à travers l'élaboration de plans communaux de développement, notamment dans le cadre de la régionalisation du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. De même, des cybercommunes sont en cours d'installation dans plusieurs capitales régionales afin de mieux favoriser l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) au niveau décentralisé. Le PNUD apporte par ailleurs un appui actif à la création de réseaux d'OSC, afin de mutualiser les moyens et de favoriser une dynamique de collaboration. Plusieurs structures ont ainsi été créées avec l'appui du Bureau : Le cyberforum de la société civile, mis en place depuis 2000, regroupe plus de 400 ONG, organes de presse et communes. Il constitue un espace de formation, d'échanges et de communication, facilitant en particulier l'accès aux NTIC. Un plan d'action en cours de mise en œuvre se propose de le redynamiser et d'en assurer l'autonomisation. Dans ce cadre, il devrait bénéficier d'un appui en formation et équipements ; Le réseau informel UN/NGO/IRENE, récemment créé, constitue un cadre d'échange entre les ONG et l'ECOSOC ; Des réseaux de journalistes spécialisés dans les domaines des OMD, de la lutte contre le VIH/SIDA et la pauvreté et de la bonne gouvernance ont été créés et un plan d'action est en cours d'élaboration à leur intention ; Les réseaux thématiques, dont notamment le réseau RIO+10, le Groupement pour la défense des droits des femmes, le Réseau femmes et développement, le Réseau national de lutte contre le paludisme... etc.

### Perspectives ambitieuses

Le bureau du PNUD en Mauritanie entend intensifier son action de renforcement des capacités des OSC. Les actions prévues devraient ainsi permettre d'apporter une réponse à la plupart des besoins exprimés : Formation : il est prévu de réaliser des actions de perfectionnement à l'intention des Journalistes et des ONGs sur l'accompagnement des dynamiques à la base, l'appui à la professionna-

lisation... ; Financement : les ONG bénéficieront d'un appui dans la préparation des projets de lutte contre la pauvreté et la recherche des financements ; Organisation : il est prévu de mettre en place un cadre d'échange et de concertation des OSC et d'un centre de ressources pour l'appui à la réalisation d'action communes. De même, un répertoire électronique des OSC en Mauritanie sera incessamment mis en ligne, contribuant ainsi à une meilleure connaissance des différents acteurs de la société civile.

### Exemple emblématique : le Programme National de Bonne Gouvernance

Exemple emblématique de l'implication de la société civile en Mauritanie, le Programme national de bonne Gouvernance (PNBG), vient d'être validé en mars 2004. Ce programme, financé par le PNUD, se singularise par 2 innovations principales : D'une part, le renforcement des OSC fait l'objet d'une composante à part entière, au même titre que la modernisation de l'administration publique, le renforcement des capacités du parlement...etc. D'autre part, l'exécution de ce volet est entièrement confiée à une ONG internationale implantée de longue date dans le pays, le gouvernement lui ayant délégué la responsabilité d'agence de réalisation, en attendant de pouvoir impliquer d'autres ONG nationales.

### Une illustration pionnière : Le programme intégré de réduction de la pauvreté et de développement durable de Dar Naïm

Illustration concrète de ces efforts tous azimuts pour promouvoir les capacités et le rôle des OSC, l'organisation par le PNUD, en août 2004, en collaboration avec l'UN/DESA et les autorités nationales, d'une session de formation des ONG à la formulation des projets de développement. L'intérêt d'une telle activité découle de son caractère pratique, dans la mesure où il s'est agi d'une formation sur le tas, ayant permis d'élaborer, de manière participative en atelier, un projet de "programme pilote intégré de réduction de la pauvreté et de développement durable" d'une commune déshéritée de la capitale. Ce projet, présent-

té au gouvernement et aux partenaires de développement pour financer, serait en outre un exemple concret de partenariat pour la mise en œuvre des OMD (objectif n°8). De même, il constituerait une grande première, dans la mesure où il serait exécuté directement par des ONGs, sous la supervision des bailleurs de fonds et des autorités de tutelle.

### Point d'orgue : le projet de renforcement du dialogue pour la réalisation des OMD

Pour élargir encore les horizons d'un tel partenariat et explorer pleinement les apports de la société civile au développement, notamment dans la perspective des objectifs du millénaire pour le développement, le PNUD met en œuvre depuis mai 2004 un projet de renforcement du dialogue social pour la réalisation des OMD. La spécificité de cette initiative réside dans son caractère inclusif, puisqu'elle associe l'ensemble des organisations représentatives du spectre politique, économique et social du pays dans le cadre de différents forums de débat. Elle a débouché sur une grande rencontre nationale en octobre à Nouakchott, autour d'une vision partagée de la Mauritanie à l'horizon 2015. Elle devrait également permettre de proposer un cadre de concertation approprié, susceptible d'aider le pays à concevoir des solutions participatives et consensuelles aux principaux problèmes et défis du moment.

**Abdarrahman El Yessa**  
Chargé de programme Société civile  
PNUD Mauritanie

Le partenariat avec la société civile se justifie donc par l'existence d'une complémentarité entre l'action du gouvernement et des partenaires au développement et celle des OSC. Celles-ci disposent en effet d'avantages comparatifs dans certains domaines, pour lesquels les modes d'action classiques de l'administration ne sont pas les plus adaptés. L'intervention de la société civile apparaît alors plus appropriée, en raison de plusieurs facteurs dont elle peut se prévaloir : souplesse, parfaite connaissance du terrain, proximité avec les populations...

### Contexte favorable

La société civile mauritanienne est très diversifiée. Les associations et ONG, les organes de presse, les organisations socioprofessionnelles, ainsi que les communes, en forment l'ossature. A elles seules, les associations reconnues seraient environ un millier, disséminées sur l'ensemble du territoire. La plupart se sont constituées très récemment, notamment dans le sillage de la mise en œuvre du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. A cet effet, on observe un dynamisme particulier des femmes, qui animent de nombreuses ONG et jouent un rôle actif dans la lutte contre la pauvreté, la santé, l'éducation, l'environnement, le développement, la micro finance, ...etc.